

iRES

Institut de Recherches
Économiques et Sociales

Le syndicalisme au défi des questions environnementales

Les entretiens de l'IRES

Mardi 6 février 2024

Le syndicalisme au défi des questions environnementales

Etats-Unis : des syndicats focalisés sur la défense de l'emploi et divisés face à la transition énergétique

Catherine Sauviat, IRES

Éléments de contexte : l'importance des énergies fossiles et de l'industrie automobile

- Les Etats-Unis, premier producteur mondial de pétrole brut et de gaz naturel, exportateur net de pétrole et de gaz depuis 2020 et premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié depuis 2023. 755 000 emplois directs.
- Les Etats-Unis, 2^e producteur d'automobiles au niveau mondial. Plus d'1 million d'emplois directs.
- Des Etats particulièrement concernés par la transition énergétique : le Texas pour le pétrole et le gaz, la Pennsylvanie pour le charbon et le gaz, le Wyoming, la Virginie de l'ouest et le Kentucky pour le charbon. Le Michigan, l'Indiana, l'Ohio et le Kentucky pour l'automobile.

Éléments de contexte : de nombreux syndicats et une négociation décentralisée

- Une soixantaine d'organisations syndicales nationales et une représentation syndicale fragmentée, entre les métiers et les branches.
- Un système très décentralisé de négociation collective, avec des locals, structures de base du syndicalisme étasunien, qui négocient à l'usage exclusif de leurs membres des milliers de conventions collectives au niveau de l'établissement.
- Les secteurs des énergies fossiles et de l'automobile, nettement plus syndiqués que la moyenne.

Une sensibilisation syndicale précoce, mais un enjeu peu présent dans la négociation

- Une sensibilisation précoce de certains syndicats aux problèmes que la transition énergétique pose aux travailleurs et travailleuses (santé et sécurité au travail).
 - OCAW et son dirigeant, Toni Mazzocchi, concept de transition juste dans les années 1970, un cadre de réflexion pour des alliances avec les mouvements écologistes.
- Une question marginalement présente aujourd'hui dans la négociation collective (USW, SEIU, IBEW).

Un facteur de division des syndicats

- Des syndicats positionnés selon qu'ils sont impliqués de près (les mines, le nucléaire, le pétrole) ou de loin (les services privés et publics) dans la transition énergétique.
- Des syndicats de métier globalement plus réfractaires que les syndicats de branche à la transition énergétique, mais un clivage évolutif au gré du contexte et des enjeux locaux (Teamsters, IBEW).

La résistance des syndicats de métier

- Les syndicats de la construction, particulièrement concernés par la transition énergétique mais qui continuent de soutenir les projets d'énergies fossiles (extraction du pétrole en Alaska, extension des oléoducs ou extraction du gaz de schiste), au détriment des projets d'énergies renouvelables.
- Le syndicat des mineurs (UMWA), le plus farouche opposant à la transition énergétique et à ses mesures récentes comme la décision de durcir les normes d'émission pour les centrales thermiques.

Une focalisation du débat sur l'emploi

- Deux raisons à la centralité du débat sur l'emploi:
 - Un travailleur ou une travailleuse, représenté.e par un syndicat, perçoit des salaires et des avantages sociaux (retraite complémentaire, assurance maladie, congés payés, etc.) très supérieurs à ceux et celles qui ne sont pas syndiqués.
 - La perte d'emploi entraîne non seulement une perte de salaire mais aussi une perte de ces avantages sociaux, liés à la couverture d'entreprise.

Une focalisation du débat sur l'emploi

- Dans certains cas comme dans les mines, un secteur en déclin, enjeu d'autant plus vital que les salaires sont élevés (entre 90 000 et 127 000\$), et qu'il existe peu d'options de réemploi, notamment dans les zones rurales.
- Dans le cas de l'automobile, un enjeu prioritaire de la négociation collective en 2023 pour l'UAW afin de préserver les normes d'emploi syndiquées du secteur dans la transition vers l'électrique.

Un enjeu pour la négociation collective et pour les politiques publiques

- En faire un enjeu de la négociation collective à l'instar du syndicat de l'automobile (UAW) ou de celui des travailleurs du rail (UE).
- En faire une priorité au niveau des politiques publiques, notamment dans les Etats particulièrement concernés (Etats miniers, pétroliers et gaziers pour les énergies fossiles, Etats du Midwest pour l'automobile), et y associer les syndicats.